

PRÉFET DE LA VENDEE

REÇU le

10 OCT. 2012

D.R.E.A.L. S.R.N.T

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
des Pays de la Loire

La Roche sur Yon, le 8 octobre 2012

Division territoriale des risques technologiques
Unité territoriale de La Roche sur Yon

Vos réf : Votre transmission en date du 30 mai 2012
ALB n°2010/0967
Dossier : 90/0635

Affaire suivie par : Vincent BLOTHIAUX
vincent.blothiaux@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02 51 47 76 00 – Fax : 02 51 47 76 10

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

[Charte de l'inspection des installations classées – Extrait]

« L'inspection des installations classées exerce une mission de police environnementale auprès des établissements industriels et agricoles.
Cette mission de service public, définie par la loi, vise à prévenir et à réduire les dangers et les nuisances liés à ces installations afin de protéger les personnes, l'environnement et la santé publique ».

Objet : Société ERNEST SOULARD à L'Oie.

Mots-clés : Fabrication d'aliments pour animaux – Demande d'autorisation : régularisation du niveau d'activité

Sur demande de l'inspection des installations classées, la société ERNEST SOULARD a déposé une demande d'autorisation relative à la régularisation du niveau d'activité de ses installations autorisées de fabrication d'aliments pour animaux.

Les principaux enjeux du projet sont le rejet de poussières, le bruit généré ainsi que le risque d'explosion des silos de céréales.

I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

1. Le demandeur

- | | |
|----------------------------|--|
| - Raison sociale | ERNEST SOULARD SA |
| - Adresse | Les Landes – 85140 L'Oie |
| - Siège social | idem |
| - SIRET | 378 403 984 000 16 |
| - Activité | Fabrication d'aliments pour animaux |
| - Situation administrative | Arrêté d'autorisation du 24 janvier 1992 |

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h30
Tél. : 02.51.47.76.00 – fax / 02 ;51 ;47 ;76 ;10
ZI Nord – 135 rue Philippe Lebon
85000 La Roche sur Yon

Les principaux équipements de production sont les suivants :

- Cellules de stockage des céréales pour un total de 12 350 m³, dont trois nouveaux silos de 3000 m³ chacun.
- Cellules de stockage de produits finis dans la tour de fabrication pour un total de 1 300 m³.
- Deux cuves de stockage des matières premières liquides pour un total de 110 m³.
- Une chaudière de 1,8 MW alimentée au gaz naturel.
- Broyeur, mélangeuse, émietteuse, presses et équipements de manutention pour une puissance de 900 kW.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2260-1	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j.	600 t/j	A	3 km	c
3642-2	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t.	600 t/j	A	3 km	c
2160-b	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	14 100 m ³	D		

* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (c), soit ici les rubriques 2260 et 3642.

Compte tenu du niveau d'activité, le site sera soumis à l'obligation de remise d'un bilan de fonctionnement périodique.

4. Prévention des risques accidentels

Les principaux risques identifiés dans l'étude de dangers sont les suivants :

- Incendie dans les silos ou dans le magasin de stockage, avec émission de fumées et présence d'eaux d'extinction
- Explosion dans une cellule de stockage de céréales
- Déversement accidentel au droit de la cuve de matières premières liquides.

Les mesures de maîtrise du risque suivantes sont en place :

- Présence d'une grille au niveau de la fosse de réception et d'aimants au niveau de la fosse et du broyeur, afin de retenir d'éventuels corps étrangers.
- Présence de sondes de température associées à une alarme au niveau des trois nouveaux silos de céréales de 3 000 m³ et du broyeur.
- Présence d'une toiture éventable sur la totalité des silos de stockage des matières premières. Un dispositif permet d'éviter la projection de ces toitures en cas d'explosion

La modélisation des scénarios d'incendie a mis en avant le confinement des zones d'effets au sein des limites de propriétés. Compte tenu de la faible toxicité des substances issues de l'incendie, les fumées émises ne seraient pas de nature à présenter un risque pour la santé des populations. Le besoin en eau en cas d'incendie est évalué à 120 m³. Ce besoin est assuré par deux poteaux incendie situés à proximité du site, ainsi que par une réserve d'eau de 900 m³ située sur le site de l'abattoir (à 120 m de l'usine d'aliments). En cas d'incendie, la majorité des eaux d'extinction sera confinée dans le sous-sol du bâtiment d'un volume supérieur à 400 m³. Le reste rejoindra les réseaux eaux pluviales et eaux usées de l'abattoir et pourront être confinées dans le bassin d'orage ou dans les ouvrages de prétraitement de la station d'épuration interne.

La modélisation des scénarios d'explosion a montré le confinement des effets létaux et dominos à l'intérieur du site. Les effets irréversibles atteignent le bâtiment Nord de l'abattoir exploité par la société ERNEST SOULARD. Les effets indirects par bris de vitre atteignent les deux premiers bâtiments nord de l'abattoir et la voie de desserte de la zone.

De par la hauteur des silos de stockage et la proximité d'un des bâtiments de l'abattoir, le risque d'effondrement ou de chute de silo, bien que peu probable, n'est pas négligeable.

Compte tenu de la probabilité et de la gravité des scénarios déterminées conformément aux règles définies par la circulaire du 10 mai 2010, le risque a été jugé acceptable.

5. Prévention des risques chroniques et des nuisances

5.1. Prévention des rejets atmosphériques

Outre les gaz et les envois de poussières dus à la circulation des véhicules, les rejets atmosphériques sont générés par la chaudière de puissance 1,8 MW alimentée au gaz naturel ainsi que par le procédé de fabrication.

Compte tenu de sa faible puissance, la chaudière n'est pas classée sous la rubrique 2910. L'utilisation du gaz naturel permet de limiter les rejets, notamment de dioxydes de soufre.

La fosse de réception, le broyeur, les presses et le poste de chargement sont équipés de dispositifs de captation et de filtration des poussières. Les analyses réalisées en juin 2011 ont montré le respect des valeurs limites applicables. Le flux total mesuré ne dépasse pas 0,1 kg/h.

5.2. Prévention des nuisances

Bruit

Après mise en place en 2011 d'un silencieux sur le broyeur, une campagne de mesures a été réalisée le 4 juillet 2011. Elle a montré le respect des niveaux sonores et émergences sonores applicables, de jour comme de nuit.

Trafic

Le trafic généré par l'activité du site représente en pointe cinq rotations de véhicules légers par jour et une cinquantaine de rotations de poids lourds par jour. Ce trafic représente moins de 1% de celui de la RN 137, principal axe desservant la zone industrielle.

Animaux nuisibles

La présence de céréales est susceptible d'entraîner la prolifération d'animaux nuisibles, en particulier de rongeurs. Un plan de dératisation et de désinsectisation est déjà en place.

Odeurs

L'activité est potentiellement source d'odeurs. Aucune plainte n'a été transmise récemment à l'inspection des installations classées.

5.3. Production et gestion des déchets

L'activité du site ne génère que très peu de déchets, principalement des déchets métalliques, des palettes en bois et des DIB.

Les déchets métalliques et les palettes, estimés respectivement à 10 et 60 t/an à terme, sont recyclés par une société spécialisée.

Les DIB, estimés à 5 t/an à terme, sont enfouis dans une installation autorisée.

5.4. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Le site est alimenté en eau potable par l'abattoir. La consommation annuelle peut atteindre 7 800 m³/an. L'eau est uniquement utilisée à des fins sanitaires et pour l'appoint de la chaudière.

Les eaux sanitaires sont rejetées dans la station d'épuration de l'abattoir. Cette station d'épuration est de type boues activées et traite 130 000 m³/an. La part des rejets de l'usine d'aliments est négligeable pour la station.

Les eaux pluviales sont collectées et dirigées vers le réseau eaux pluviales de l'abattoir, qui dispose de deux séparateurs à hydrocarbures en série et d'un bassin d'orage. Une analyse a montré le respect des valeurs limites en DCO, MES et hydrocarbures.

Le site ne génère pas d'effluent industriel aqueux.

Le site n'est pas concerné par des dispositions particulières du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ou du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) en vigueur.

5.5. Évaluation des risques sanitaires

L'étude des risques sanitaires a recensé les éventuelles sources de pollution pouvant porter atteinte à la santé des populations. L'étude conclut à un impact réduit sur la santé des populations voisines, de part les produits fabriqués, les procédés mis en œuvre et les mesures prises par l'entreprise pour maîtriser les risques.

5.6. Faunes flores paysages

Le site se trouve à 250 m à l'ouest de la ZNIEFF de type II « forêt et étang du bas bocage entre Sainte Florence et Les Herbiers ». Cette zone permettant l'hivernage de canard et constituant un corridor pour les oiseaux, il est recommandé de maintenir des milieux ouverts dans les boisements. Cette zone est également intéressante de par la variété des arbres.

Le site se trouve à 30 km de la Zone d'Intérêt Communautaire et de la Zone de Protection Spéciale du Marais Poitevin. L'étude d'incidence sur Natura 2000 a conclu à l'absence d'impact du projet.

Compte tenu de l'emplacement du site, de la nature de l'activité et de la conservation de l'emprise au sol actuelle, l'impact sur la faune, la flore et le paysage est très limité.

6. La notice d'hygiène et de sécurité du personnel

La notice ne définit pas de règle supplémentaire particulière vis à vis de la protection de l'environnement.

7. Les conditions de remise en état

En cas de cessation d'activité, l'exploitant s'engage à réaliser les opérations suivantes :

- Couper l'alimentation en énergies.
- Évacuation des produits dangereux, des matières polluantes et des déchets.
- Sécuriser l'accès au site
- Projet de réhabilitation

Les bâtiments et les matériels restants pourront être réutilisés ou vendus en fonction de l'usage futur qui sera défini. Les usages probables sont une activité agroalimentaire ou une plate-forme logistique de denrées alimentaires.

8. Garanties financières

Le projet n'est pas soumis à la mise en œuvre de garanties financières.

II – La consultation et l'enquête publique

1. Les avis des services

Le 13 janvier 2012, L'inspection du Travail n'a pas fait de remarque particulière.

Le 30 janvier 2012, le service Eau, Risques et Nature de la DDTM a fait les remarques suivantes :

- Le rejet des eaux pluviales n'est a priori pas conforme à la disposition 3D2 du SDAGE.
- Le projet devra vérifier la caractérisation des sols en projet au regard de l'arrêté zones humides. Le cas échéant, il conviendra de démontrer qu'il n'existe pas d'autre alternative et de mettre en place les mesures compensatoires qui s'imposent.

Le 12 janvier 2012, le SDIS a fait les préconisations suivantes :

- Les bâtiments doivent être accessibles par des voies carrossables permettant le cheminement des engins de secours
- Une voie engins doit être présente et maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre des bâtiments, et positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de tout ou une partie des bâtiments. Elle doit également présenter les caractéristiques suivantes :
 - largeur libre minimale de 3 m
 - hauteur libre minimale de 3,5 m
 - pente inférieure à 15%
 - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m, maintien d'un rayon intérieur minimal R de 11 m et ajout d'une surlargeur de $S = 15/R$.
 - résistance à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec une maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distant de 3,6 m
 - distance maximale de 60 m avec le périmètre des bâtiments.
 - Absence d'obstacle entre la voie et les installations.
- L'accès aux installations doit être desservi par au moins une voie échelle permettant la circulation et la mise en station d'échelles aériennes sur toute la hauteur de ces installations. La voie respecte également les caractéristiques suivantes :
 - largeur minimale de 4 m
 - longueur minimale de l'aire de stationnement de 10 m
 - pente inférieure à 10%

- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m, maintien d'un rayon intérieur minimal $R=11$ m et ajout d'une surlargeur de $S=15/R$.
 - absence d'obstacle aérien pouvant gêner la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie.
 - par rapport à la façade, distance comprise entre 1 m et 8 m pour un stationnement parallèle au bâtiment, et distance maximale de 1 m pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment.
 - résistance à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec une maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m.
 - résistance au poinçonnement minimale de 80 N/cm².
- L'établissement doit être desservi par un poteau incendie pouvant délivrer 60 m³/h et situé à moins de 100 m de tout point du bâtiment.

Le 6 février 2012, l'ARS a émis un avis favorable.

Les autres services consultés n'ont pas émis d'avis.

2. L'avis environnemental

Le 9 décembre 2011, l'autorité environnementale a fait les remarques suivantes:

- D'une manière générale, l'étude d'impact est claire, concise. Elle est complète et comporte toutes les rubriques exigées par le code de l'environnement. Elle est proportionnée aux enjeux limités du projet compte tenu du contexte (activité déjà existante au sein d'une zone d'activités). Elle a traité de manière satisfaisante les thématiques identifiées à enjeu par l'autorité environnementale.
- Le projet a bien identifié et pris en compte les enjeux environnementaux notamment les effets d'une éventuelle explosion de silos, l'impact sonore et le rejet de poussières. La conception du projet et les mesures prises pour supprimer, réduire les impacts – notamment la présence de toitures éventables sur les silos, de dispositifs de captation et de traitement de la poussière et de silencieux sur le broyeur – sont appropriées au contexte et aux enjeux.

3. Les avis des conseils municipaux

Le 12 mars 2012, le conseil municipal de L'Oie a émis un avis favorable.

Le 13 mars 2012, le conseil municipal de Saint André Goule D'Oie a émis un avis favorable.

Le 21 mars 2012, le conseil municipal de Sainte Florence a émis un avis favorable.

Le 29 février 2012, le conseil municipal de Mouchamps n'a pas fait de remarque particulière.

Le conseil municipal de Vendrennes n'a pas émis d'avis.

4. L'avis du CHSCT

Le 18 septembre 2012, le CHSCT n'a pas fait de remarque particulière.

5. L'enquête publique

L'enquête publique a été ordonnée par arrêté préfectoral du 2 février 2012 et s'est déroulée du 5 mars au 6 avril 2012 à L'Oie.

Aucune remarque n'a été portée sur le registre. Aucun courrier n'a été transmis.

6. Le mémoire en réponse du demandeur

L'exploitant n'a pas produit de mémoire en réponse.

7. Les conclusions du commissaire enquêteur

Considérant notamment les mesures prises pour supprimer les émissions de poussière et pour limiter l'impact sonore ainsi que l'impact visuel des nouveaux silos dans le contexte de la zone d'activité, le commissaire enquêteur a émis le 1er mai 2012 un avis favorable au projet de la société ERNEST SOULARD.

III – Analyse de l'inspection des installations classées

1. Statut administratif des installations du site

La société ERNEST SOULARD est actuellement autorisée à exercer son activité par arrêté préfectoral du 24 janvier 1992, pour une production journalière de 250 t/j. La production est actuellement en moyenne d'environ 400 t/j. Le dossier d'autorisation correspond donc à une régularisation du niveau d'activité.

2. Situation des installations déjà exploitées

L'inspection a procédé le 3 février 2010 et le 11 septembre 2012 à une visite d'inspection du site. Hormis le dépassement du niveau d'activité autorisé, aucune non conformité significative n'a été relevée. Il a été constaté l'efficacité des dispositifs de captation et de filtration des poussières.

3. Inventaire des principaux textes en vigueur applicables aux installations objet de la demande

Dates	Références des textes
31/03/80	Arrêté relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/98	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (modifié)
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement
29/02/12	Arrêté fixant le contenu minimal du registre de suivi des déchets sortants
29/07/05	Arrêté fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
29/09/05	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions des installations classées soumises à autorisation
07/07/09	Arrêté relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau pour les IC et aux normes de référence
04/10/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations soumises à autorisation
18/02/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels présentés par certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2260

4. Évolutions du projet depuis le dépôt du dossier

Dans la première version de la demande d'autorisation, l'exploitant sollicitait une dérogation à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif au bruit, afin que soit fixée une limite de 65 dB(A) au lieu de 60 dB(A) en période nocturne. L'inspection des installations classées l'ayant informé de l'impossibilité d'accorder une telle dérogation, l'exploitant a mis en place des silencieux sur les broyeurs qui permettent désormais le respect de la valeur limite applicable. La dérogation n'est donc désormais plus sollicitée.

Le projet prévoyait initialement l'extension du parking poids-lourds sur une surface d'environ 1000 m². Ce projet a été abandonné.

Après dépôt du dossier complet, la nomenclature des installations classées a été modifiée notamment par la création de la rubrique 3642 qui correspond au seuil de la directive IED (ex-IPPC) qui soumet le site à l'obligation de remise d'un bilan de fonctionnement périodique et implique l'utilisation des Meilleures Techniques Disponibles (MTD). Le projet relève donc à la fois des rubriques 2260-1 et 3642-2.

5. Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances

5. 1 Meilleures Techniques Disponibles

La capacité de production du site étant supérieure à 300 t/j, la société ERNEST SOULARD est soumise à l'obligation de remise d'un bilan de fonctionnement périodique et doit appliquer les MTD définies par le BREF Agroalimentaire.

La demande d'autorisation déposée par la société ERNEST SOULARD contient une partie dédiée aux MTD applicables qui justifie de leur respect.

Ces MTD applicables sont reprises dans le projet de prescriptions joint au présent rapport. Il s'agit en particulier de l'obligation de capter les émissions atmosphériques à la source, et d'une valeur limite en concentration de poussières dans les rejets canalisés de 20 mg/m³.

5. 2 Risque d'effondrement ou de chute de silo

L'un des bâtiments de l'abattoir, également exploité par la société ERNEST SOULARD mais considéré au titre installations classées comme un établissement tiers, se situe à une distance inférieure à la hauteur des installations. Bien que ce risque ait été jugé acceptable dans l'étude de danger, un effondrement ou une chute de silo pourrait avoir un impact en dehors de l'usine d'aliments. L'inspection propose, afin de limiter les risques et en plus de ce que prévoit l'arrêté ministériel de prescriptions générales, d'imposer à l'exploitant un contrôle visuel annuel de l'intégrité des structures, ainsi que la mise en œuvre d'un POI (plan d'opération interne).

Ce POI, prévu par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées, permettra notamment de faciliter une évacuation de l'abattoir en cas d'accident sur l'usine d'aliments. Un exercice périodique devra être réalisé.

5. 3 Avis du service Eau Nature et Risques de la DDTM

La disposition 3D2 du SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015 ne s'applique qu'aux nouveaux aménagements dont la surface est supérieure à 1 ha. Les installations se situent sur un terrain déjà artificialisé et dont la surface ne dépasse pas 0,6 ha. Cette disposition ne s'applique donc pas au projet.

Le projet d'extension du parking poids-lourds a été abandonné. La zone concernée restera un espace vert.

5. 4 Avis du SDIS

Il a été confirmé, en collaboration avec le SDIS, que le site, dans sa configuration existante, répond à leurs préconisations en matière d'accessibilité. L'ensemble de ces préconisations ont été reprises dans le projet d'arrêté.

Le besoin en eau en cas d'incendie est comblé par deux poteaux incendies et une réserve complémentaire.

IV – Propositions de l'inspection des installations classées

Le projet de prescriptions joint contient l'ensemble des propositions de l'inspection des installations classées, et en particulier:

- la captation des sources de poussières, une valeur limite de rejet canalisé de 20 mg/m3 et une surveillance annuelle.
- la présence de toitures éventables sur les silos de matières premières.
- Les préconisations du SDIS en matière d'accessibilité.
- Un contrôle visuel annuel de l'intégrité de la structure des silos
- La mise en œuvre d'un plan d'opération interne incluant les parties de l'abattoir susceptibles d'être impactées.

V – Conclusions

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société ERNEST SOULARD, sous réserve de l'application des prescriptions ci-jointes et propose au préfet de la Vendée de soumettre ce dossier à l'avis des membres du CODERST de la Vendée.

L'inspecteur des installations classées

Vincent BLOTHIAUX

Le chef de subdivision
Inspecteur des installations classées

Myriam LE NEILLON

Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale
de La Roche sur YON

Michel ROSE

Le présent rapport a été établi dans le souci du respect des quatre grandes valeurs fédératrices précisées par la Charte de l'inspection des installations classées : compétence, impartialité, équité et transparence. Il est le résultat d'un travail collectif au sein de l'inspection des installations classées et a notamment fait l'objet d'une vérification puis d'une validation adaptées aux enjeux.

Conformément à la politique Qualité de la DREAL Pays de la Loire et au programme de modernisation de l'inspection des installations classées, l'inspection des installations classées est à l'écoute de ses bénéficiaires en vue d'améliorer de manière continue la qualité du service rendu. Les éventuelles remarques et réclamations sur le présent rapport sont à adresser à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Service des risques naturels et technologiques – 2 rue Alfred Kastler – BP 30723 – 44307 Nantes Cedex 3.